

# L'économie de marché et la distribution de la richesse

---

*Ludwig Lachmann*

*Dans cet essai, l'éminent économiste Ludwig Lachmann examine les critiques du capitalisme de libre marché du point de vue de la « justice sociale » et révèle leur incohérence. Il explique la différence entre « propriété » et « richesse » et montre que le respect de la propriété est compatible avec une redistribution massive des richesses par le marché. Cet essai est important pour comprendre la nature dynamique des relations sociales et économiques dans les ordres capitalistes.*

*Ludwig Lachmann (1906-1990) a obtenu son doctorat à l'Université de Berlin. Il a quitté l'Allemagne en 1933 pour l'Angleterre, où il a poursuivi ses recherches à la London School of Economics. Lachmann a fait d'importantes contributions à la théorie du capital, de la croissance économique et aux fondements méthodologiques de l'économie et de la sociologie. Il est l'auteur de livres Capital and its Structure (Le capital et sa structure), The Legacy of Max Weber (L'héritage de Max Weber), Macro-Economic Thinking and the Market Economy (Pensée macroéconomique et économie de marché), Capital, Expectations, and the Market Process (Capital, anticipations et processus de marché) et The Market as an Economic Process (Le marché en tant que processus économique). Cet essai est une version légèrement abrégée de l'original, paru en 1956.*

Qui peut aujourd'hui douter que, comme le professeur Mises l'a souligné il y a trente ans, chaque intervention d'une autorité politique entraîne une nouvelle intervention afin de prévenir les répercussions économiques inévitables de la première intervention ? Qui niera que l'économie dirigée nécessite une atmosphère d'inflation pour fonctionner, et qui aujourd'hui ne connaît pas les effets néfastes de l'« inflation contrôlée » ? Même si certains économistes ont maintenant inventé le terme élogieux d'« inflation séculaire » afin de décrire l'inflation permanente que nous connaissons tous si bien, il est peu probable que quelqu'un soit dupe. Il n'est pas vraiment besoin de recourir à l'exemple allemand récent [NDT : des années 50] pour nous démontrer que l'économie de marché va créer de l'ordre sur les cendres du chaos « administrativement contrôlé », même dans les circonstances les plus défavorables. Une forme d'organisation économique fondée sur la coopération volontaire et l'échange universel de connaissances est nécessairement supérieure à toute structure hiérarchique, même si dans cette dernière un critère rationnel pour les qualifications de ceux qui donnent les ordres pourrait exister. Ceux qui sont capables d'apprendre de la raison et de l'expérience savaient cela avant, et ceux qui n'en sont pas capables ne sont pas susceptibles de l'apprendre, même maintenant.

Face à cette situation, les adversaires de l'économie de marché ont déplacé leur angle d'attaque : ils s'y opposent désormais sur le terrain du « social » plutôt que sur le terrain économique. Ils l'accusent d'être injuste, plutôt qu'inefficace. Ils s'attardent désormais sur les « effets de distorsion » de la possession de richesse et affirment que « le plébiscite du marché est influencé par le vote pluriel ». Ils montrent que la répartition des richesses affecte la production et la distribution des revenus puisque les propriétaires de la richesse ne reçoivent

pas seulement une « part injuste » du revenu social, mais vont également influencer la composition du produit social : il y a trop de biens de luxe et trop peu de biens de première nécessité. Par ailleurs, puisque ces propriétaires représentent la plupart de l'épargne, ils déterminent également le taux d'accumulation du capital et donc du progrès économique.

Certains de ces adversaires du capitalisme ne nierait pas totalement qu'il y a un sens dans lequel la répartition des richesses est le résultat cumulatif du jeu des forces économiques, mais ils soutiennent que ce cumul fonctionne de telle façon à rendre le présent un esclave du passé, l'accumulation étant ainsi un facteur passé et arbitraire dans le présent. La distribution des revenus d'aujourd'hui est façonnée par la distribution de la richesse d'aujourd'hui, et même si la richesse d'aujourd'hui a été partiellement accumulée hier, elle a été accumulée par des processus qui reflètent l'influence de la répartition des richesses d'avant-hier. Dans l'ensemble, cet argument des adversaires de l'économie de marché est fondé sur l'institution de « l'héritage » à laquelle, même dans une société progressiste, nous dit-on, la majorité des propriétaires doivent leur richesse.

Cet argument semble être largement accepté aujourd'hui, même par beaucoup de ceux qui sont véritablement en faveur de la liberté économique. Ces personnes en sont venues à croire qu'une « redistribution des richesses », par exemple par des droits de succession, générerait des résultats socialement souhaitables, sans pour autant qu'ils soient économiquement néfastes. Au contraire, puisque de telles mesures permettraient de libérer le présent du poids du passé, elles contribueraient également à ajuster les revenus présents aux besoins actuels. La répartition des richesses est une donnée du marché, et en changeant les données, nous pouvons changer les résultats sans interférer avec le mécanisme du marché ! Il s'ensuit que le processus de marché ne produirait des résultats socialement acceptables que lorsqu'il est accompagné par une politique visant à sans cesse redistribuer la richesse existante.

Ce point de vue, comme nous l'avons dit, est tenu aujourd'hui par beaucoup, même par certains économistes qui comprennent la supériorité de l'économie de marché sur l'économie dirigée et les échecs de l'interventionnisme, mais n'aiment pas ce qu'ils considèrent être les conséquences sociales de l'économie de marché. Ils ne sont prêts à accepter l'économie de marché que lorsque son fonctionnement est accompagné d'une telle politique de redistribution.

Le présent article est consacré à une critique du fondement de cette vision. En premier lieu, toute l'argumentation repose logiquement sur la confusion verbale découlant de la signification ambiguë du terme « donnée ». Dans l'usage courant aussi bien que dans la plupart des sciences, par exemple dans les statistiques, le mot « donnée » signifie quelque chose qui est, à un moment de temps, « donné » à nous en tant qu'observateurs de la scène. En ce sens, c'est bien sûr un truisme que de dire que le mode de répartition de la richesse est une donnée à un instant donné du temps, simplement dans le sens trivial que c'est ce mode-là qui existe et pas les autres. Mais dans les théories de l'équilibre qui, pour le meilleur ou pour le pire, en sont venues à signifier autant pour l'actuelle pensée économique et ont tellement façonné son contenu, le mot « donnée » a acquis un autre sens, très différent : ici, une donnée signifie une condition nécessaire de l'équilibre, une variable indépendante, et « les données » signifient collectivement la somme totale des conditions nécessaires et

suffisantes à partir desquelles, une fois que nous les connaissons toutes, nous pouvons sans plus attendre en déduire le prix et les quantités d'équilibre. Dans ce deuxième sens, la répartition des richesses serait donc, de concert avec les autres données, un déterminant, mais pas le seul, des prix et des quantités des différents biens et services achetés et vendus.

Notre tâche principale dans cet article sera cependant de montrer que la répartition des richesses n'est pas une « donnée » dans ce deuxième sens. Loin d'être une « variable indépendante » du processus de marché, elle est, au contraire, constamment sujette à modification par les forces du marché. Inutile de dire que cela ne revient pas à nier que, à tout moment, la distribution des richesses fait partie des forces qui façonnent le chemin du processus de marché dans un avenir immédiat, mais à nier en revanche que le mode de distribution en tant que tel puisse avoir une influence permanente. Bien que la richesse soit toujours distribuée d'une certaine façon définie, le mode de cette distribution est en constante évolution.

C'est seulement si le mode de distribution restait le même de période en période, et que les éléments individuels de la richesse étaient transférés par héritage, qu'un tel mode constant pourrait être considéré comme une force économique permanente. En réalité, ce n'est pas le cas. La répartition des richesses est façonnée par les forces du marché en tant qu'objet, pas en tant qu'agent, et quel que soit son mode d'aujourd'hui, ce dernier sera assez tôt révolu pour devenir obsolète et non pertinent.

La répartition des richesses, par conséquent, n'a pas sa place parmi les données de l'équilibre. Ce qui est, en revanche, d'un intérêt économique et social important n'est pas le mode de répartition des richesses à un moment du temps, mais son mode de changement au fil du temps. Un tel changement, nous le verrons, trouve sa vraie place parmi les événements qui se produisent sur ce « chemin » problématique qui peut, mais seulement rarement dans la réalité, conduire à l'équilibre. C'est un phénomène typiquement dynamique. Fait curieux : à un moment où l'on entend tant parler de la nécessité de la poursuite et de la promotion des études dynamiques, il ne suscite que peu d'intérêt.

La propriété est un concept juridique qui se réfère à des objets matériels concrets. La richesse est un concept économique qui se réfère à des ressources rares. Si toutes les ressources rares sont, reflètent, ou incarnent des objets matériels, tous les objets matériels ne sont pas des ressources : des maisons abandonnées et des tas de ferrailles sont des exemples évidents, tout comme les objets que leurs propriétaires donneraient volontiers s'ils pouvaient trouver quelqu'un disposé à les en débarrasser. Par ailleurs, ce qui est une ressource aujourd'hui peut cesser de l'être demain, tout ce qui est un objet sans valeur aujourd'hui peut devenir précieux demain. Le statut de « ressource » des objets matériels est donc toujours problématique et dépend dans une certaine mesure de la prévision. Un objet constitue une richesse seulement s'il est source d'un flux de revenu. La valeur de l'objet pour son propriétaire, réel ou potentiel, reflète à tout moment sa capacité anticipée à générer un revenu. Cela, à son tour, dépend des usages auxquels l'objet peut être affecté. La simple possession d'objets, par conséquent, ne confère pas nécessairement la richesse, c'est leur utilisation réussie qui le fait. Ce n'est pas la propriété mais l'utilisation des ressources qui est la source de revenu et de richesse. Une usine de crème glacée à New York peut signifier la

richesse de son propriétaire ; la même usine de glaces au Groenland ne constituerait guère une ressource.

Dans un monde de changement imprévu, le maintien de la richesse est toujours problématique et dans le long terme il peut être considéré comme impossible. Afin d'être en mesure de maintenir un montant donné de richesse, qui pourrait être transmise par héritage d'une génération à l'autre, une famille aurait à posséder des ressources telles que le rendement sera un flux de revenu permanent net (c'est à dire un flux de surplus de valeur produite par rapport au coût des services de facteurs complémentaires aux ressources détenues). Il semble que cela ne serait possible que soit dans un monde stationnaire, dans lequel aujourd'hui est semblable à hier et demain semblable à aujourd'hui, et où, ainsi, jour après jour et année après année, les mêmes revenus reviendraient aux mêmes propriétaires ou à leurs héritiers, soit si tous les propriétaires de ressources avaient une prévision parfaite. Puisque les deux cas sont éloignés de la réalité, nous pouvons les ignorer sans risque. Qu'arrive-t-il donc, en réalité, à la richesse dans un monde de changement inattendu ?

Toute richesse est constituée d'actifs en capital qui, d'une façon ou d'une autre, incorporent ou tout au moins reflètent de manière ultime les ressources matérielles de la production, les sources d'une production ayant de la valeur. Toute production est générée par le travail humain, à l'aide de combinaisons de ces ressources. A cet effet, les ressources doivent être utilisées selon certaines combinaisons ; la complémentarité est l'essence de l'utilisation des ressources. Les modes de cette complémentarité ne sont en aucune façon « donnés » aux entrepreneurs qui font, initient et exécutent des plans de production. Il n'existe en réalité pas cette chose qu'on appelle « fonction de production ». Au contraire, la tâche de l'entrepreneur consiste précisément à trouver, dans un monde en perpétuel changement, quelle combinaison de ressources génèrera dans les conditions d'aujourd'hui, un surplus maximum du produit par rapport à la valeur des intrants, et à deviner quelle combinaison le permettra dans les conditions probables de demain, lorsque les valeurs du produit, le coût des intrants complémentaires, et la technologie auront tous changé.

Si toutes les ressources en capital étaient infiniment polyvalentes, le problème entrepreneurial consisterait à suivre simplement l'évolution des conditions extérieures en transformant des combinaisons de ressources en une succession d'usages rendus rentables par ces changements. Le fait est que les ressources ont, en règle générale, une polyvalence limitée ; chacune est spécifique à un certain nombre d'usages<sup>1</sup>. Par conséquent, la nécessité d'adaptation au changement entraînera souvent la nécessité d'un changement dans la composition du groupe de ressources, pour le « regroupement du capital ». Mais chaque changement dans le mode de la complémentarité aura une incidence sur la valeur des ressources composantes en donnant lieu à des gains et des pertes en capital. Les entrepreneurs feront des offres plus élevées pour les services de ces ressources pour lesquelles ils ont trouvé des utilisations plus rentables, et réduiront leurs offres pour ces

---

<sup>1</sup> L'argument présenté dans ce qui suit beaucoup aux idées mises en avant en premier lieu par le Professeur Mises dans « Das festangelegte Kapital » in *Grundprobleme der Nationalökonomie*, pp. 201-214, traduit en français : *Les problèmes fondamentaux de l'économie politique*, 2006, Editions Charles Coquelin.

ressources qui doivent être dirigées vers des usages moins rentables. Dans le cas limite où aucun usage (présent, futur ou potentiel) ne peut être trouvé pour une ressource qui a jusqu'ici fait partie d'une combinaison rentable, cette ressource perdra complètement son caractère de ressource. Mais même dans les cas moins radicaux, les plus-values et pertes réalisées sur des actifs durables sont un corollaire inévitable d'un monde de changement imprévu.

Le processus du marché est donc vu comme un processus de nivellement. Dans une économie de marché un processus de redistribution des richesses se déroule en permanence, et en comparaison duquel les processus en apparence semblables que les politiciens modernes ont l'habitude d'instituer paraissent dérisoires ; à ceci près que le marché donne la richesse à ceux qui peuvent la détenir, tandis que les politiciens la donnent à leurs électeurs qui, en règle générale, ne le peuvent pas.

Ce processus de redistribution des richesses n'est pas déclenché par un enchaînement d'aléas. Ceux qui y participent ne jouent pas un jeu de hasard, mais un jeu d'adresse. Ce processus, comme tout processus réel dynamique, reflète la transmission de connaissance d'un esprit à un autre. Il n'est possible que parce que certaines personnes ont des connaissances que les autres n'ont pas encore acquises, car la connaissance du changement et ses implications se diffusent progressivement et inégalement dans la société.

Dans ce processus, celui qui réussit est celui qui comprend plus tôt que quiconque qu'une ressource quelconque, qui aujourd'hui peut être produite (quand elle est nouvelle) ou achetée (lorsqu'il s'agit d'une ressource existante) à un certain prix  $A$ , fera demain partie d'une combinaison productive grâce à laquelle la ressource vaudra  $A'$ . Ces gains ou pertes en capital induits par l'opportunité ou le besoin d'affecter des ressources d'une utilisation vers une autre, que cette dernière soit supérieure ou inférieure à la première, forment la substance économique de ce que la richesse signifie dans un monde en évolution et sont le principal vecteur du processus de redistribution.

Dans ce processus, il est peu probable que le même homme continuera encore et toujours à avoir raison dans ses conjectures quant à d'éventuels nouveaux usages de ressources existantes ou potentielles, sauf s'il est vraiment un individu « supérieur ». Et dans ce dernier cas, il est peu probable que ses héritiers connaissent un succès similaire, à moins qu'ils soient « supérieurs » eux aussi. Dans un monde de changements inattendus, les pertes en capital sont finalement aussi inévitables que ce que le sont les gains en capital. La concurrence entre les propriétaires du capital et la nature spécifique des ressources durables, même si c'est une « spécificité multiple », implique que les gains sont suivis par des pertes, et que les pertes sont suivies par des gains.

Ces faits économiques ont certaines conséquences sociales. Comme les critiques de l'économie de marché aujourd'hui préfèrent développer leur argumentation sur le terrain du « social », il n'est peut-être pas inapproprié ici d'élucider les vrais résultats sociaux du processus de marché. Nous avons déjà parlé de ce dernier comme d'un processus de nivellement. Plus judicieusement, nous pouvons maintenant décrire ces résultats comme un exemple de ce que Pareto appelait « la circulation des élites ». La richesse est peu susceptible

de rester pour longtemps entre les mêmes mains. Elle passe de mains en mains alors que les changements imprévus confèrent de la valeur tantôt à telles ressources spécifiques, tantôt à telles autres, engendrant des gains et des pertes en capital. Les propriétaires de la richesse, pourrions-nous dire avec Schumpeter, sont comme les clients d'un hôtel ou les passagers d'un train : ils sont toujours là mais ne restent jamais pour longtemps les mêmes personnes.

Dans une économie de marché, nous l'avons vu, toute richesse est d'une nature problématique. Plus les actifs sont durables, plus ils sont spécifiques ; et plus la gamme des utilisations auxquelles ils peuvent être affectés est restreinte, plus clairement le problème devient visible. Mais dans une société avec peu de capital fixe dans laquelle la plupart des richesses accumulées prenaient la forme de stocks de matières premières, principalement agricoles et périssables, sur des périodes de durée variable - une société dans laquelle les biens de consommation durables, sauf peut-être les maisons et les meubles, existaient à peine - le problème n'y était pas aussi clairement visible. Tel était, en gros, la société dans laquelle les économistes classiques vivaient et à partir de laquelle ils ont naturellement emprunté de nombreux traits. Au vu des conditions de leur temps, par conséquent, la position des économistes classiques était justifiée, jusqu'à un certain point, quand elle considérait tout le capital comme pratiquement homogène et parfaitement polyvalent, contrastant avec la terre, la seule ressource spécifique et non reproductible. Mais à notre époque, il n'est guère justifié d'adopter une telle dichotomie. Plus il y a de capital fixe et plus il est durable, plus forte est la probabilité que les ressources en capital devront, avant qu'elles ne s'épuisent totalement, être utilisées à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été initialement conçues. Cela signifie pratiquement que dans une économie de marché moderne il ne peut y avoir une quelconque source de revenu permanent. La durabilité et la polyvalence limitées rendent cela impossible.

Le fait principal que nous avons souligné ici est que la redistribution des richesses provoquées par les forces du marché dans un monde de changement imprévu est un fait d'observation courante. Pourquoi, alors, est-il constamment ignoré ? On pourrait comprendre pourquoi les politiciens choisissent de l'ignorer : après tout, la grande majorité de leurs électeurs ne sont pas susceptibles d'être directement touchés par ce fait et, comme cela est amplement démontré dans le cas de l'inflation, ne seraient guère en mesure de comprendre s'ils l'étaient. Mais pourquoi les économistes choisissent-ils de l'ignorer ? Que le mode de la répartition de la richesse soit un résultat de l'opération des forces économiques constitue le genre de proposition qui, pourrait-on penser, devrait leur évoquer quelque chose. Pourquoi, alors, tant d'économistes continuent-ils à considérer la répartition des richesses comme une « donnée » dans le second sens mentionné ci-dessus ? Nous estimons que la raison doit être recherchée dans une préoccupation excessive par les problèmes d'équilibre.

Nous avons vu plus haut que les modes successifs de la répartition des richesses appartiennent au monde du déséquilibre. Les gains et les pertes en capital émergent principalement parce que des ressources durables doivent être utilisées de manières pour lesquelles elles n'étaient pas prévues et parce que certains hommes comprennent mieux et plus vite que les autres ce que l'évolution des besoins et des ressources d'un monde en

mouvement implique. L'équilibre signifie la cohérence des plans, mais la redistribution des richesses par le marché est généralement un résultat d'action non cohérente. Pour ceux qui sont formés à penser en termes d'équilibre, il est peut-être tout naturel que des processus tels que ceux que nous avons décrits doivent apparaître comme n'étant pas tout à fait « respectables ». Pour eux, les « vraies » forces économiques sont celles qui tendent à établir et à maintenir l'équilibre. Les forces opérant seulement en déséquilibre sont donc considérées comme pas vraiment intéressantes et sont donc trop souvent ignorées.

Nous ne disons pas, bien sûr, que l'économiste moderne, si savant dans la grammaire de l'équilibre, si ignorant des faits du marché, n'est pas capable ou pas prêt à faire face aux changements économiques - ce qui serait absurde. Nous disons qu'il n'est bien équipé que pour faire face aux types de changement qui se trouvent être conformes à un modèle assez rigide.